

«Ce n'est pas aux collaborateurs de payer la facture»

SANTÉ Les mauvais résultats de l'Hôpital Riviera-Chablais font encore parler d'eux. Quatre syndicats demandent à rencontrer les responsables cantonaux de la santé. La secrétaire syndicale des SCIV Barbara Pfister fait le point.

ISABELLE.GAY@LENOUVELLISTE.CH



Pour Barbara Pfister, la baisse des hospitalisations durant le déménagement aurait dû être planifiée. nf

Le déficit de 18 millions de l'HRC au lieu des 6 budgétisés a surpris tout le monde. Vous y compris?

Oui, je suis restée sans voix devant ces chiffres. On s'attendait à un mauvais résultat mais pas de cette ampleur. Ce qui m'a le plus étonnée, c'est la surprise des cantons. Comment ont-ils pu ne pas être au courant de ces dépassements? Il y a eu un manque d'anticipation selon moi.

A quel niveau?

Les hospitalisations, tout d'abord. Il semble évident qu'un médecin ne va pas planifier des opérations peu avant un déménagement d'une telle grandeur qui risquerait de déplacer son patient en cours de traitement. De plus, en reportant le déménagement à l'automne, qui est une grosse période en termes médicaux, on aurait dû prévoir que l'impact d'une baisse d'activités serait plus fort.

Il s'agit donc d'une mauvaise gestion et non pas de malchance, selon vous?

Ce n'est pas à moi d'évaluer ce qui a été fait. Les audits le feront.

Depuis le début du projet, plusieurs dysfonctionnements ont été relevés, notamment des problèmes relationnels. Est-ce vrai que les employés, venant des différents sites, ne s'entendent pas entre eux?

On ne peut dire cela. Des services fonctionnent très bien et la crise du Covid-19 a même resserré les liens entre les collaborateurs. Ces dernières semaines, ils n'ont pas ménagé leurs efforts! Cependant, des ajustements sont encore à trouver. Les procédures de travail ne sont pas complètement arrêtées ou acquises, cela prend du temps.

Et pourquoi cela prend-il autant de temps? Le travail du regroupement des équipes en amont a-t-il été négligé?

La direction pensait avoir les ressources nécessaires pour gérer cette transition. Mais, en réalité, alors que l'investissement du déménagement a été important, celui de l'accompagnement du personnel a été sous-évalué. Il n'y a eu qu'une personne, engagée à 50%, pour guider les 1500 collaborateurs dans leur nouveau lieu de travail. La venue du professeur Leyvraz (ndlr: ancien directeur du CHUV, présent à Rennaz depuis le 3 mars), pour aider la direction dans l'organisation, aurait certainement été bienvenue plus rapidement.

Qu'a fait le professeur Leyvraz jusqu'à présent?

Il a participé à plusieurs colloques extraordinaires où les collaborateurs ont enfin pu faire part de leurs difficultés sur le terrain.

Pourquoi a-t-il fallu attendre la venue du professeur Leyvraz pour remonter les problèmes?

Parce que l'avis du personnel n'est que rarement consulté. La direction a souvent une gestion autoritaire et verticale et les décisions sont prises par les cadres sans grande consultation. Or, les collaborateurs qui travaillent sur le front peuvent souvent apporter de bonnes idées.

Une semaine après l'annonce de ces résultats, dans quel état d'esprit se trouve le personnel de l'HRC?

Il est inquiet. Il est chahuté depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. La relation de confiance avec la direction était déjà mise à mal avant. Cette annonce renforce ce climat de méfiance. Beaucoup se demandent si la garantie de non-licenciement sera maintenue avec ces résultats financiers.

Cette garantie justement que vous avez pu obtenir n'a-t-elle pas creusé le déficit?

Absolument pas. L'hôpital n'est aujourd'hui pas en sureffectif, au contraire.

Mais dans tout grand projet il y a des dommages et des changements. Pensez-vous que cette garantie devra être annulée pour le bien de l'HRC?

Certainement pas. C'est un hôpital public, ne l'oublions pas, avec des missions clairement définies. Il y a déjà un plan d'économies de 2,5% de la masse salariale, par des départs à la retraite ou des contrats non renouvelés, qui est prévu jusqu'en 2022 et auquel nous nous opposons fermement. Même s'il y a un déficit, ce n'est pas aux collaborateurs de payer la facture.

Et c'est à qui?

Nous en appelons à la responsabilité des cantons et des politiques et pas uniquement à la direction générale. Nous voulons un service public, il faut nous donner les moyens de nos ambitions et trouver comment les financer de manière adéquate.

Comment imaginez-vous la suite?

Nous aimerions que le personnel retrouve des conditions de travail acceptables, sans pression. Avec ce déficit, les négociations risquent d'être difficiles. Une partie du personnel songe à partir et une autre partie croit encore fermement au bien-fondé de ce projet.

Et vous, vous y croyez toujours?

On ne peut pas revenir en arrière. L'infrastructure et le personnel sont là. Il faut remettre ce projet sur de bons rails et aller de l'avant.